

En
COULISSESDavid
Doukhan
@daviddoukhan

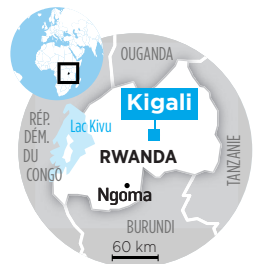
L.P. OLIVIER ARANDEL

**Macron
veut « un
capitalisme
responsable »****E**mmanuel Macron a enregistré cette vidéo en début de semaine.

Elle sera diffusée cet après-midi en clôture de la conférence « ChangeNow », qui réunit (en visio) un parterre d'économistes, de chefs d'entreprise, de politiques. Dans ce message enregistré, le chef de l'État affirme que « la promotion d'un capitalisme plus responsable, d'un nouveau modèle d'entreprise » est au cœur de son action. En clair, le président veut des entreprises plus vertes, plus paritaires, avec des écarts de salaires moins grands et davantage de participation et d'intéressement pour les salariés, etc. C'est pourquoi sa secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire, Olivia Grégoire, a présenté hier matin, toujours dans le cadre de cette conférence organisée par le journal « les Échos » (qui fait partie du même groupe de presse que « le Parisien » - « Aujourd'hui en France »), une nouvelle plate-forme gouvernementale (impact.gouv.fr) où les entreprises pourront publier leurs accomplissements dans ces différents domaines. Quarante-sept critères en tout. Fastidieux pour les patrons, notamment de petites structures ? Oui, mais d'ici à 2024, « cela deviendra obligatoire dans toute l'Europe, promet Olivia Grégoire, donc autant s'y mettre dès maintenant ». Surtout que le président a l'intention de faire de ce « nouveau modèle d'entreprise » plus transparente une priorité de la présidence française de l'Union européenne qui commence en janvier. Voilà donc un Macron qui veut réguler le capitalisme, qui annoncera également bientôt les contours de sa garantie jeunes (une aide financière pour les 18-25 ans), qui fera peut-être aussi sa loi sur la dépendance... À un an de la prochaine présidentielle, l'homme du « en même temps » essaie de muscler aussi sa jambe gauche.



Kigali (Rwanda), hier. La visite d'Emmanuel Macron au Mémorial de Gisozi était aussi attendue que symbolique après vingt-sept ans de tensions et de souffrances.

Génocide des Tutsis : « Je viens reconnaître nos responsabilités »**RWANDA** En déplacement à Kigali, Emmanuel Macron n'a pas explicitement demandé pardon, au risque de décevoir les associations de victimes.DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
À KIGALI (RWANDA)
PAULINE THÉVENIAUD**AU MÉMORIAL** de Gisozi à Kigali (Rwanda), dont la sépulture abrite les restes de plus de 250 000 victimes, ce qui en soi dit déjà l'horreur, il s'agissait pour Emmanuel Macron de poser des mots sur le rôle de la France dans le génocide des Tutsis, qui a fait plus de 800 000 morts en 1994.

Le président a choisi minutieusement ses mots : « Je viens reconnaître l'ampleur de

nos responsabilités... » Une première. Vingt-sept années se sont écoulées, gonflant « la part de souffrance qu'elle [la France] a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de vérité », rappelle le chef de l'État. Ce que l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau appelle « le mur du déni français », percé par le rapport dirigé par l'historien Vincent Duclert établissant les « responsabilités lourdes et accablantes » de Paris. Passif si pesant.

Des excuses étaient attendues « impatientement » par les organisations de survivants. Ce n'est pas la formule retenue par Emmanuel Macron - « un génocide ne s'excuse pas », estime-t-il. Pourtant déjà prononcé par les États-Unis ou les Nations unies, le terme est sensible dans l'Hexagone. À Gisozi, le président a choisi ces mots : « Sur ce chemin, seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don de nous pardonner. »

Ils sont forts, pesés. Mais pas aussi limpides, directs, qu'espérés par certains, en particulier les survivants du génocide. Ce pardon, le président français ne le demande pas, comme l'avait fait le Pre-

mier ministre belge en 2000. Il « l'espère ». Telle une mise en musique de sa philosophie mémorielle, un dossier explosif qu'il aborde macronien en diable : « pas de repentance », mais « une reconnaissance ». Réminiscence de son fameux « en même temps ».

Des mots calibrés

L'histoire, comme il entend « la regarder en face », c'est notamment dire à Gisozi que « la France n'a pas compris que, en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire ». Ces mots-là aussi sont calibrés. Sa visite du Mémorial l'a conduit à passer devant un panneau mentionnant l'arrivée « des militaires français » pendant l'opération Turquoise, soi-disant pour créer un lieu de refuge dans le sud du pays entre les parties « en conflit ». Réponse du président, doublée d'un message appuyé à l'armée : « Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises, n'avaient pas le visage de la France. Elle n'a pas été complice. »

Emmanuel Macron assume « les risques » de sa ligne mémorielle. Car, « c'est en même temps précisément décider de ne contenter personne parce qu'on ne choisit

pas sa vérité », avance-t-il peu après, lors d'une conférence de presse commune avec Paul Kagame au palais présidentiel. Le président rwandais au diapason : « Ses paroles avaient plus de valeur que des excuses. Elles étaient la vérité. » La chorégraphie manifeste la volonté des deux chefs d'État de renouer des relations « puissantes et irréversibles » entre les deux pays, après « vingt-sept années de distance amère » (ces mots sont de Macron). Elle passe notamment par la nomination d'un ambassadeur de France au Rwanda, poste vacant depuis 2015, signe de la tension qui put régner. Ou par l'inauguration, en fin de journée, du Centre culturel francophone. Autant de signaux également adressés, par-delà les frontières rwandaises, à l'Afrique, en particulier à sa jeunesse.

« C'est le début d'un long chemin »

Il reste qu'au pied de l'estrade à Gisozi, juste après le discours, avant que la parole officielle du régime autoritaire ne donne le la, certains confiaient un sentiment d'inachevé malgré « l'émotion forte ». « On attendait qu'il présente des excuses au nom de l'État français. Emmanuel Macron ne l'a pas dit clairement, il a

vraiment évité le mot exact. Même quand il parle de pardon, il ne demande pas pardon », glisse ainsi Egide Nkuranga, le président d'Ibuka, la principale organisation de rescapés, qui, malgré « une sorte de déception », philosophe : « C'est le début d'un long chemin. » « Cette reconnaissance, c'est ce que je peux donner », lui répond (à distance) Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse.

L'une de ses traductions tient dans l'engagement du président « à ce qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper à la justice ». Soit, « à construire toutes les solutions administratives qui peuvent faciliter les poursuites, l'établissement de la vérité et les extraditions ». Un point crucial pour les rescapés qui ne cessent de regretter que des présumés génocidaires « se trimballent en liberté » dans l'Hexagone. Et ne pourraient comprendre que cette déclaration ne soit pas suivie de résultats.

« J'apprécie et j'attends la suite, nous confie l'un d'eux, Pierre Kalinganiré. Si la France renvoie les génocidaires, ce sera plus important qu'une demande de pardon. Comme il l'a dit, nous, on vit éternellement avec le génocide. »

**Ses paroles avaient plus de valeur que des excuses**
PAÛL KAGAME,
LE PRÉSIDENT RWANDAIS